Vendredi 7 Avril 2017

2 Politique

Infrastructures routières

Ali Bongo Ondimba sur le terrain des PK!

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

LE chef de l'Etat a effectué, hier, une visite d'inspection des travaux d'aménagement du tronçon routier reliant le PK5 au PK12, dans le sixième arrondissement de la commune de Libreville. Sur le site, Ali Bongo Ondimba a partagé quelques moments d'échanges avec les populations, et les employés de la société Colas-Gabon, en charge de la réalisation de ce projet d'envergure. Ensuite, il a été mis au courant de l'évolution de ce vaste chantier.



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, échangeant avec un responsable du chantier, en présence du ministre d'Etat, en charge de l'Energie, Guy-Bertrand Mapangou.

Démarrés en janvier 2016, les travaux du tronçon PK5-PK12 devraient s'achever en cette fin d'année. Outre l'élargissement de la voie en deux fois deux, le chantier comprend la construction de six

passerelles piétonnes aux zones les plus fréquentées telles que "Beyrouth", Marché banane, Lycée Djoué Dabany, Hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba (HIA-OBO), Melen et



Vue d'une partie du tronçon pk5-pk12 en travaux.

au niveau de l'Ecole nationale d'administration (ENA). «La dernière fois (...), j'avais constaté du retard dans les travaux et je suis content d'apprendre que non seulement nous avons rattrapé

notre retard mais que nous allons pouvoir livrer ce tronçon dans les temps», a déclaré le chef de l'Etat à l'issue de sa visite.

Le président a par ailleurs soutenu que tout est mis en

œuvre pour fluidifier le trafic sur cette zone victime de nombreux embouteillages. Tout comme il sera question de faciliter les échanges commerciaux entre Libreville et l'intérieur du pays, mais aussi d'améliorer le cadre de vie des populations. «En même temps que nous développons la route, nous pensons aussi aux problèmes d'eau, au raccordement de l'électricité et à la fibre optique. Tout cela est inclus dans le développement de cet axe routier», a-t-il indiqué. En termes d'investissement humain, ce chantier aura permis la création de 250 emplois directs et 400 indirects dont 90% de personnel

Entretien avec le secrétaire général adjoint du PDG, en charge de la jeunesse Vivien Amos Makaga Péa : « Nous avons réussi à redonner une visibilité évidente et un regain d'intérêt surprenant à l'UJPDG »

Propos recueillis recueillis par . Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Bilan à la tête du l'UJPDG, campagne présidentielle d'août 2016, le Dialogue politique sont parmi les sujets abordés, dans cette interview, avec le leader de la jeunesse militante du parti au pouvoir.

l'union. Vous avez été sollicité par des jeunes pour prendre part au dialogue politique actuellement en cours. Avez-vous répondu favorablement à cet appel, et que représentent ces assises pour vous, jeune Gabonais et jeune responsable politique?

Vivien Amos Makaga Pea : Permetteznous de féliciter les centaines de jeunes qui prennent part actuellement à la phase citoyenne de ce dialogue. La jeunesse en attend beaucoup et nous veillerons à ce que ses exigences soient intégrées dans les actes à l'issue de la phase politique. C'est aussi l'occasion de féliciter la société civile qui devient progressivement un des premiers acteurs politiques de notre pays. Les Jeunes m'ont sollicité, le message a été passé au chef de l'Etat, et nous allons nous retrouver très bientôt dans un autre cadre, entre jeunes pour parler de nous et de ce Septennat de la jeunesse pour lequel nous comptons nous imposer. Parmi les mesures fortes que nous attendons de ce dialogue politique, l'éducation, la formation et l'emploi des jeunes doivent être consacrés dans la Constitution gabonaise comme principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, ; la majorité civile et la majorité électorale doivent être uniformisées à 18 ans, au moins 50% des candidats aux prochains mandats politiques doivent être des jeunes dont l'âge sera compris entre 18 et 40 ans révolus. Et je précise bien que ces mesures ne seront pas négociables, sinon il faudra assumer la colère de la jeunesse gabonaise, et je serai en première ligne pour mener ce combat.

Quatre ans après avoir été porté à la tête de l'UJPDG, vous êtes arrivé au terme de votre mandat. Pensez-vous avoir accompli les missions qui vous ont été assignées ? Je suis peut-être arrivé au terme de mon mandat mais pas le bureau national. D'ailleurs, c'est peut-être un scoop que vous m'offrez de savoir que finalement la tentative de putsch des "Boulangers" contre nous, et qui a brillamment échoué au Jardin Botanique le dimanche 12 mars 2017 serait en phase de connaître son épilogue (rire aux éclats). Cela dit, les congrès ordinaires du PDG sont convoqués tous les 5 ans. Nous en sommes à notre quatrième année. Il reviendra au "Distingué camarade président" d'apprécier l'opportunité de mettre un terme, ou non, à nos fonctions avant ou pendant le prochain congrès. Ensuite, de manière globale et sans prétention, j'ai la faiblesse de penser que nous avons réussi à redonner une visibilité évidente et un regain d'intérêt surprenant à l'UJPDG. Les universités de l'UJ, les comités homogènes ou la coupe du "Distingué camarade président" en sont les parfaites illustrations. Il suffit de constater à quel point le fauteuil de Délégué national, devenu SGA en charge de la Jeunesse, suscite désormais la convoitise et certains appétits voraces.

Certains estiment que vous n'avez pas assez rassemblé. On vous accuse notamment d'avoir mis à l'écart certains membres du bureau national de l'UJPDG, et même de vous être frictionnéà quelques moments avec des aînés au sommet du Parti. Que répondez-vous ?

Si même Jésus-Christ n'a pas fait l'unanimité malgré ses miracles, qui serais-je, pauvre mortel et justiciable dans un panier à crabes comme le milieu politique gabonais, pour que l'ingratitude, la mauvaise foi et la malhonnéteté de certains me soient épargnées ? Pour que le rassemblement fonctionne, il faut que l'ensemble partage les mêmes convictions, la même vision idéologique et surtout la même discipline. Pour savoir commander il faut apprendre à obéir et pour obéir il faut être discipliné. Or au sein du PDG, très peu y viennent par conviction mais plutôt pour jouir de certains avantages, souvent au mépris de la règle. Personne en revanche n'a jamais été mis à l'écart puisqu'ils sont toujours le même nombre à émarger à l'UJPDG. A vous de tirer vos propres conclusions. Car lorsqu'on est démissionnaire, il n'y a pas de demi mesure, il faut également renoncer aux avantages!

S'agissant des aînés, il y a parfois eu dans mes interventions beaucoup d'incompréhensions. Je m'en suis expliqué et ceux qui me l'ont jadis reproché, parfois à tort, ont compris que la maturité ne m'avait pas encore suffisamment sevré. Ma dernière intervention du 12 mars 2017 a, semblet-il, fait l'unanimité des aînés et des anciens en particulier. Cela suppose peut-être que la réconciliation a consommé et que la fougue de ma jeunesse m'a été pardonnée.

La réalité que nos détracteurs vous cachent, est que l'argent en particulier est devenu le centre de gravité en vertu duquel beaucoup ont rejoint nos rangs. Ne pas les avoir "enrichis" est probablement le crime de lèse majesté que j'ai commis pour que ces "apprentis boulangers" aux ordres de leurs malus-mentors soient déterminés à nous faire disparaître de la carte.

...et les sommes d'argent supposément détournées lors de la Présidentielle. Quelle est votre part de vérité?

J'apprécie beaucoup l'expression "supposément détournées". Dans un pays où le Kongossa de petite vertu est devenu la première source d'information, il n'est pas étonnant que ces fariboles soient déversées dans le seul objectif de me faire perdre la face devant le président du parti. Si mon bilan de campagne avait été catastrophique ou critiquable, le chef de l'Etat n'aurait pas eu besoin d'intermédiaires aux moralités douteuses et sans scrupule pour me passer le message ou me réprimander. Pour une victoire aussi difficile que la nôtre, il n'est pas étonnant que ceux qui ont enfariné le président soient derrière ces manœuvres dilatoires en voulant faire de moi leur tête de turc pour masquer la vérité sur leurs propres forfaitures.

Ali Bongo Ondimba est notre seul juge et il est conscient qu'avec les très maigres moyens qui nous ont été alloués pour cette campagne, nous avons préparé sa victoire non pas en deux semaines de campagne mais en deux ans sur le terrain et à travers tout le pays. Les mêmes qui m'exigent un bilan n'ont même pas versé un seul franc pour cette campagne, à part arracher des selfies et les publier sur Facebook. Que ces procureurs du dimanche qui nous pointent des doigts accusateurs aient le courage de se repentir au lieu de mentir. Nous savons tous qu'ils



en charge de la jeunesse, Vivien Amos Makaga Pea.

ont détourné les fonds de campagne. Heureusement que le Mamba est à leurs trousses et ne les épargnera pas...

Votre rôle a été fortement décrié. Etait-ce justifié ou pas ?

Comme je l'ai dit plus haut, nous n'avons pas battu campagne en deux semaines mais en deux ans. Si tout le monde a eu l'honnêteté de reconnaître que la jeunesse a été au cœur de la victoire d'Ali Bongo Ondimba à l'échelle du pays, ce n'est pas le résultat mystifiant de x ou y association qui ne sont apparues qu'à la veille des élections. C'est d'abord parce que nous avons balisé le terrain longtemps à l'avance. Notre première phase de cette victoire sans triomphalisme a été d'enregistrer un nombre considérable de jeunes enrôlés et inscrits sur les listes électorales. C'était le véritable enjeu de la Présidentielle, nonobstant nos centaines de sorties dans les quartiers et à l'intérieur du pays. Les deux semaines de campagne nous ont simplement servi à consolider et fidéliser notre électorat. Pendant que certains qui ont géré parfois le Milliard en deux semaines de campagne se contentaient de distribuer des lots de gadgets, moi et mes équipes faisions du porte à porte dans les quartiers et Communes pour arracher les dernières voix et rallier les indécis à la cause portée par Ali Bongo Ondimba.